

Éthiopie

Performances macroéconomiques

Le ralentissement de la croissance du PIB réel en 2017-2018, est dû en partie à l'agitation sociale, l'incertitude politique et les modifications de politiques, dont l'assainissement budgétaire nécessaire pour stabiliser la dette publique. Du côté de l'offre, la croissance résulte des services (8,8 %), de l'industrie (12,2 %) et est facilitée par le développement de l'énergie, des parcs industriels et des infrastructures de transport ; du côté de la demande, elle résulte de la consommation et de l'investissement privé, à l'instar de la stabilité des dépenses publiques dans les infrastructures et des importants flux d'investissements étrangers directs.

Avec un ratio de la dette publique au PIB de 61,8 % à la fin de juin 2018, le risque de surendettement de l'Éthiopie reste élevé, comme le conclut une analyse de la soutenabilité de la dette de 2018. Un programme d'évolution de la fiscalité est en cours pour renforcer la politique fiscale et l'efficacité administrative.

La réduction du déficit commercial et la forte croissance des envois de fonds diminuent le déficit de la balance courante, de 8,1 % du PIB en 2017 à 6,0 % en 2018. Les réserves officielles brutes demeurent faibles : à 2,5 mois d'importations en 2017 et 2,1 mois en 2018.

Perspectives : facteurs positifs et négatifs

La croissance du PIB réel s'améliorera, de 7,7 % en 2018 à 8,2 % en 2019 et 2020, grâce à l'expansion de l'industrie et des services et le redressement du secteur agricole. La poursuite du développement des zones industrielles stimulera la croissance industrielle et l'agriculture bénéficiera des investissements en matière d'engrais, d'irrigation et de semences améliorées. L'investissement public restera modéré pour stabiliser la dette publique. La privatisation prochaine des secteurs publics des transports ferroviaires maritimes et aériens, de la logistique, de l'électricité et des télécommunications stimulera les investissements privés et réduira les dépenses publiques.

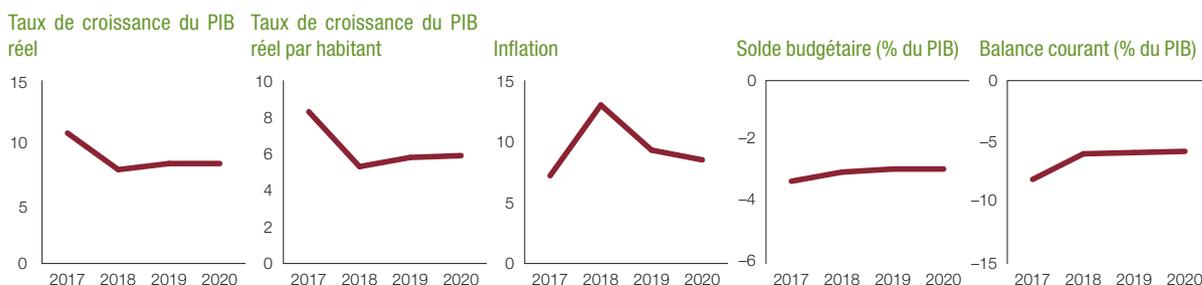
Des possibilités économiques s'ouvrent grâce à l'augmentation des recettes, aux 94 millions d'habitants, au marché émergent des biens de consommation et à l'urbanisation croissante. La stratégie d'industrialisation

basée sur l'exportation comprend le développement de zones industrielles et le recours à des facilitateurs pour l'énergie, le transport et la logistique commerciale. Une main-d'œuvre abondante, peu coûteuse et facile à former favorise l'exportation, notamment dans les secteurs du cuir, des textiles et de l'agro-industrie. La situation géographique stratégique facilite l'accès aux marchés lucratifs du Moyen-Orient et de l'Europe. Les investissements dans les énergies renouvelables généreront d'ici 2020 jusqu'à 1 milliard USD en exportations. Les réformes politiques et les relations normalisées avec l'Érythrée stimuleront la prospérité et stabiliseront la région.

Les réformes politiques mises en œuvre ces derniers mois ont eu pour conséquences de stabiliser l'économie éthiopienne et de ramener le calme dans le pays. Ces réformes portaient principalement sur l'institutionnalisation de la démocratie, l'état de droit et l'expansion de l'espace politique. Cependant, ces réalisations ne sont pas exemptes de risques. On note des perturbations de l'activité économique dans certaines parties du pays, des déplacements de population en grand nombre ainsi que des accrochages, qui tous pourraient affecter les performances économiques nationales à court ou moyen termes.

Malgré la réduction du taux d'extrême pauvreté de 46 % en 1995, à 23,5 % en 2016, l'Éthiopie compte plus de 25 millions de pauvres du fait de la dynamique démographique et du faible niveau initial du développement. La promotion d'une croissance inclusive par une transformation structurelle profonde est essentielle.

Soixante pour cent de la population avaient accès à l'électricité à la fin de 2017 tandis que 31 % de la population étaient connectés à l'électricité au cours de la même période. L'accès à l'approvisionnement en eau était de 65,7 % au niveau national à la fin de 2017. La densité des routes asphaltées est l'une des plus faibles d'Afrique subsaharienne. Les principales exportations sont le café, les oléo-protéagineux, et la fabrication à moins de 10 % du PIB. Le développement du secteur privé, limité financièrement, est confronté aux pénuries de devises étrangères et à un faible et coûteux cadre juridique. Enfin, les sécheresses fréquentes dues au changement climatique ont des conséquences financières et humanitaires majeures.



Note: Data are in fiscal years, so 2016 data refer to the 2015/16 fiscal year.

Source : Données des administrations nationales ; les chiffres pour 2018 sont des estimations, et les chiffres pour 2019 et 2020 sont des projections de l'équipe des Perspectives économiques pour l'Afrique.